

## **ASSEMBLÉE PUBLIQUE**

Mardi 8 octobre 2019, à 9 h  
Édifice Lucien-Saulnier  
Salle du conseil  
155, rue Notre-Dame Est

<b>PRÉSENCES</b>	<b>ABSENCE</b>
M. Alex Norris, président Arrondissement du Plateau-Mont-Royal  M. Philippe Roy, vice-président Ville de Mont-Royal  M. Abdelhaq Sari, vice-président Arrondissement de Montréal-Nord  Mme Julie-Pascale Provost Arrondissement de Lachine  M. John Belvedere Ville de Pointe-Claire  Mme Josefina Blanco Arrondissement du Plateau-Mont-Royal  M. Luc Gagnon Arrondissement de Verdun  Mme Michèle Flannery Arrondissement de Lachine  M. Jacques Mercier Représentant du gouvernement	

Six personnes sont présentes.

### **1. Ouverture de l'assemblée**

Le président, M. Alex Norris, également conseiller associé à la sécurité publique au comité exécutif, déclare la séance ouverte à 9 h 02. Il invite les membres de la Commission de la sécurité publique à se présenter.

Il procède à la mise en contexte de la séance et à la présentation de son déroulement.

### **2. Adoption de l'ordre du jour**

M. Norris propose de modifier l'ordre du jour pour permettre à M. Sari de faire une courte déclaration.

Sur une proposition du vice-président, M. Roy, appuyée par M. Gagnon, l'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

### **3. Déclaration de M. Abdelhaq Sari**

M. Sari mentionne que l'accès au point de presse du SPVM concernant le dépôt d'un rapport du SPVM au sujet du profilage racial lui a été refusé hier, alors que la présence d'attachés politiques y était autorisée. Il mentionne que le rapport est accablant. Il

demande des explications du SPVM et de son directeur à ce sujet.

M. Norris mentionne qu'il considère que c'est une erreur de la part du SPVM d'avoir refusé l'accès à la conférence de presse à M. Sari. Il précise qu'il a d'ailleurs communiqué son point de vue au SPVM et à Mme Rosanie Filato, responsable de la sécurité publique au comité exécutif. M. Sari remercie M. Norris pour son soutien.

**4. Présentation du SIM – Activités de prévention incendie et de sensibilisation communautaire**

M. Norris cède ensuite la parole à M. Richard Liebmann, directeur-adjoint au Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal, lequel procède à un bref mot d'introduction.

Il cède ensuite la parole M. Alain Rouleau, assistant-directeur au Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal, lequel procède à la présentation relative aux activités de prévention incendie et de sensibilisation communautaire, comme en font foi les documents et les enregistrements vidéo disponibles sur le site des commissions permanentes :

[http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=6877,143238689&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6877,143238689&_dad=portal&_schema=PORTAL).

M. Norris remercie les représentants et les représentantes du SIM pour leur présentation.

**5. Période de questions et commentaires du public**

M. Norris précise le fonctionnement de la période de questions du public et appelle à tour de rôle les personnes inscrites.

Citoyens / Citoyennes	Questions / Commentaires
Mme Linda Khelil, Ligue des droits et libertés	Mentionne qu'elle a pris acte du rapport sur le profilage du SPVM / Demande la tenue d'une séance publique où les chercheurs présenteraient le rapport du SPVM.
M. Alexandre Popovic	Seconde la demande d'une séance publique de Mme Khelil en lien avec le rapport du SPVM / Souligne que le rapport du SPVM ne traite pas du profilage social et qu'il serait d'intérêt public d'étudier en public cette question.

**6. Période de questions et commentaires des commissaires**

M. Norris appelle à tour de rôle les commissaires afin qu'ils posent leurs questions.

Commissaires	Questions / Commentaires
M. Jacques Mercier	Demande si le SIM offre des formations ou de l'information aux citoyens en matière d'assurance.
Mme Julie-Pascale Provost	Demande quels sont les problèmes spécifiques adressés par le SIM en matière de sensibilisation auprès des nouveaux arrivants / Relate une situation où un citoyen lui a fait part qu'il manquait des marches dans l'escalier menant à la sortie de secours de l'édifice dans lequel il demeure / Demande quelles sont les mesures mises en place par le SIM lorsqu'une situation problématique comme celle-ci est portée à son attention.

M. Luc Gagnon	Mentionne que les citoyens sont parfois gênés de dénoncer leurs voisins lorsque la sécurité des lieux semble problématique / Mentionne que les personnes qui souhaitent signaler de telles situations en ligne doivent actuellement fournir leurs coordonnées personnelles / Suggère de rendre le signalement au SIM anonyme / Propose d'arrimer les formations en prévention du SIM destinées aux nouveaux arrivants avec celles déjà données par les organismes communautaires (francisation par exemple).
M. Abdelhaq Sari	Demande des précisions sur le nombre de résidences pour personnes âgées total sur le territoire montréalais, la proportion d'entre elles qui se conforment à la réglementation sur les gicleurs du gouvernement provincial et le nombre de personnes vulnérables qu'on y compte / Demande s'il est possible de clarifier les personnes à contacter en cas de chaleur extrême ou d'inondation pour obtenir de l'information sur les services particuliers mis à la disposition des citoyens dans ces situations / Demande des précisions sur les pouvoirs du SIM dans un cas de non-conformité d'un bâtiment industriel aux normes de sécurité incendie / Demande des précisions sur le nombre d'inspections effectuées par le SIM sur le territoire montréalais durant une année. <sup>1</sup>
M. John Belvedere	Souligne le succès des activités portes ouvertes dans la caserne de Pointe-Claire / Souligne que certains immeubles résidentiels ont un ascenseur défectueux, tout en abritant des locataires incapables d'utiliser les marches en raison de leur âge / Demande si le SIM est avisé de la présence de personnes vulnérables dans ces édifices, et ce, afin d'y adapter leurs interventions en cas d'incendie.
Mme Josefina Blanco	Souhaite obtenir plus d'information sur la façon dont le SIM collabore avec les organismes et les écoles pour les formations en prévention des incendies / Demande si le SIM arrive à répondre à toutes les demandes de formation et comment les organismes sont sélectionnés.
Mme Michèle Flannery	Demande des précisions sur le nombre d'inspections en lien avec les avertisseurs de fumée et leur répartition sur le territoire montréalais.
M. Alex Norris	Demande de détailler les raisons expliquant l'importance des feux de cuisson / Demande si le SIM adapte ses stratégies de prévention en fonction des types de feu et leurs conséquences.
M. Luc Gagnon	Souhaite connaître les délais moyens approximatifs requis pour qu'un bâtiment industriel non conforme corrige la situation.

M. Norris remercie les citoyens, les fonctionnaires du SIM et les commissaires pour leur présence et leur participation à cette séance.

<sup>1</sup> Le SIM s'engage à revenir avec des chiffres plus précis sur les inspections effectuées durant la dernière année, et ce, par type de bâtiment (industriel ou non).

### **7. Levée de la séance**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h 26.

**ADOPTÉ LE :** 2020-01-21

*ORIGINAL SIGNÉ*

*ORIGINAL SIGNÉ*

---

Alex Norris  
Président

---

Julie Demers  
Secrétaire recherchiste